



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

APRÈS L'IGNOBLE ATTENTAT CONTRE CHARLIE HEBDO

NON À LA RÉCUPÉRATION DE NOTRE INDIGNATION

REFUSONS LEUR PIÈGE D'UNION NATIONALE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

11 DÉCEMBRE 2014

Une immense vague d'indignation, d'émotion et de colère a soulevé le pays, après l'exécution pure et simple de journalistes indépendants, libres et satiriques de Charlie Hebdo et de clients d'un supermarché kasher parce qu'ils étaient juifs.

Mais dimanche 11 janvier, Hollande et son gouvernement ont rebondi sur cette émotion légitime pour en faire une gigantesque opération de récupération autour d'une soi-disant « unité nationale », avec pour alliés la droite et l'extrême droite. Oubliées les interdictions de manifester en solidarité avec la Palestine ou pour dénoncer l'assassinat du militant écologiste, Rémy Fraise.

L'union nationale pour faire oublier leur responsabilité

Hollande nous a vanté la France rassemblée. Son but : justifier les guerres que lui et son gouvernement mènent contre les peuples dans les régions du monde où le pillage et les interventions militaires organisées par les grandes puissances ont semé la misère et le chaos.

Oui, les terroristes sont des monstres. Mais c'est bien le chaos créé par l'occupation de l'Afghanistan en 2001, de l'Irak en 2003 ou le bombardement de la Lybie en 2011 qui ont créé le terreau sur lequel prospèrent les intégristes.

C'est encore leur politique de régression sociale ainsi que la décomposition sociale dont ils sont responsables qui secrète cette barbarie obscurantiste, cette violence abjecte qui vise à semer la terreur, contre la liberté d'expression au nom de préjugés réactionnaires et d'un autre âge.

Le terreau du terrorisme, c'est la désespérance face à la misère et à l'exploitation, face au chômage dans les quartiers défavorisés, la désespérance due au rejet parce que l'on a pas la même couleur de peau, que notre nom n'a pas la même consonance nationale.

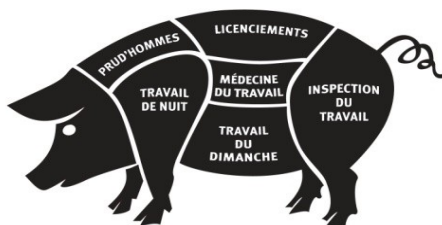
L'union nationale pour faire oublier la lutte de classe à l'intérieur

Et ce lundi, Hollande a eu le culot d'appeler les « partenaires » sociaux à « l'unité nationale » pour nous faire avaler sa loi Macron.

Cette loi s'attaque au Code du travail, à l'Inspection du travail, aux Prud'hommes, pour en finir avec « *tout ce qui bloque, freine et nuit à l'égalité et au progrès* », nous dit Hollande... En réalité, pour détruire ce qui reste de protection des salariés puisqu'au même moment, syndicats et patronat sont engagés dans une « négociation » qui a pour objectif le démantèlement complet du système actuel de représentation des salariés.

La loi Macron, c'est la banalisation du travail le dimanche et de nuit, mettant fin progressivement aux compensations salariales. Il n'y a pas que les magasins qui sont concernés, mais tout le travail posté dans les usines. Les licenciements collectifs seront facilités, avec des mesures allant au delà des « accords de compétitivité » Renault et PSA. C'est ce tout ce qu'il y a de protecteur dans le droit du travail qui est jeté à la poubelle, avec des moyens accrus donnés aux patrons pour licencier, sanctionner, muter et réorganiser.

POUR LES PATRONS,



**tout est bon
dans le Macron!**

Pour faire reculer le gouvernement

Construire l'unité des travailleurs de toutes origines

De plus en plus de voix s'élèvent contre ce projet scélérat, qui sera débattu à l'Assemblée nationale à partir du 26 janvier. Reste à construire l'indispensable mobilisation pour construire le rapport de force. Avec l'objectif d'imposer au gouvernement le retrait pur et simple de son projet de loi.

Mais pour battre la politique du gouvernement, la réponse, ce n'est pas « l'union nationale ». Et le grand danger, c'est la montée d'un climat raciste qui nous détournerait de nos vrais ennemis. Ce dont nous avons besoin, c'est du rassemblement de la grande communauté de tous les travailleurs, quelles que soient nos origines. Pour reprendre l'offensive, faisons du 26 janvier une première échéance de mobilisation contre la loi Macron.

Pour nous contacter :
Tél : 06 33 55 00 27
Courriel : npa.sarthe@gmail.com

PSA CONDAMNÉ POUR 113 LICENCIEMENTS ILLÉGAUX A MELUN-SENART

PSA a été condamné vendredi 19 décembre par le conseil de prud'hommes de Melun à indemniser 113 ex-salariés, leur ayant été jugé illégal. Les ex-salariés du groupe automobile vont toucher jusqu'à 20.000 euros d'indemnités. Le tribunal, saisi par les anciens salariés, a condamné PSA pour "licenciement sans cause réelle et sérieuse" ou "nullité de la rupture du contrat de travail". Les salariés toucheront néanmoins des montants inférieurs à ceux qu'ils réclamaient,

La fermeture du site de pièces détachées de Moissy-Cramayel, près de Melun-Sénart, avait été décidée en 2010 par PSA. Le groupe s'était alors engagé à revitaliser le site et à ne procéder à aucun licenciement parmi les 398 personnes, qui travaillaient encore sur place. Les promesses n'ont pas été tenues

PSA menace de faire appel ... On comprend mieux pourquoi le projet de loi Macron met en cause les prud'hommes et veut exonérer le patronat de toute mise cause judiciaire après de telles suppressions d'emplois

AUTOROUTES + POMPES A ESSENCE = POMPES A FRIC

On se souvient du coup de gueule du gouvernement contre les sociétés d'autoroutes qui s'enrichissaient sur notre dos. On allait voir ce que l'on allait voir ! Eh bien on a vu : l'Etat prévoit de prolonger de 2 à 4 ans les contrats de concession. Les sociétés d'autoroute consacreront 3,2 milliards d'€ en investissement pour des travaux, soit un gain de 4,5 € pour 1 € dépensé ! Le taux de profit de ces pompes à fric est de 20 à 24% ! Qui dit mieux ? Que ce soit pour les autoroutes (Vinci, Eiffage, Bouygues), le carburant (Total) ou l'automobile (Renault, PSA), la socialisation de ces secteurs clés est plus que jamais une nécessité économique. Et leur expropriation sans indemnités une simple mesure de justice sociale.

LES VENTES DE PSA ET RENAULT AUGMENTENT , LES SALAIRES SONT BLOQUÉS !

Les ventes mondiales de PSA et de Renault ont augmenté en 2014. PSA a vendu 2,939 millions de voitures (+4,3%) par rapport à 2013 et Renault 2,37 millions de voitures, (+3,2%). Ce sont les chiffres officiels annoncés. La moitié des ventes de Renault et PSA sont maintenant réalisées hors d'Europe.

On est très loin des niveaux d'avant crise mais nul doute que les résultats financiers de Renault et PSA vont profiter aux propriétaires et actionnaires. Des voitures vendues il faut d'abord qu'elles soient produites. Que les ventes baissent ou augmentent, c'est toujours ceinture et austérité pour les salariés, alors que le volume des profits est directement indexé sur cette augmentation des ventes qui provient de notre travail à tous les salariés de PSA, Renault, sous-traitants et équipementiers.

Oui les ventes en augmentation justifient encore plus les revendications de salaires !

IL Y A 40 ANS, LA LOI VEIL

La loi Veil, qui rend légale l'IVG (interruption volontaire de grossesse), a été votée par l'assemblée nationale en 1974. Un droit essentiel pour les femmes, pour leur liberté de disposer de leur corps et de leur vie.

Quarante ans après, ce droit élémentaire continue pourtant d'être menacé par des réactionnaires de tout poil, comme l'église catholique, les illuminés des « Manifs pour tous », ou encore Marine Le Pen, qui dénonçait les « avortements de confort » pendant la présidentielle de 2012 et menaçait de suspendre le remboursement des IVG. Il est aussi menacé par le gouvernement socialiste, qui le défend hypocritement mais le rend de plus en plus difficile, en fermant les centres IVG ou en les privant de plus en plus de personnels. Ce qui entraîne à nouveau des milliers de femmes à avorter à l'étranger.

A RENAULT, SYNDICATS ET SALARIÉS DANS LE COLLIMATEUR

Après les provocations de Gattaz proposant de supprimer les délégués du personnel dans les petites et moyennes entreprises, voilà que la direction de Renault veut réduire les moyens d'agir des délégués du personnel (DP) et du CE suppléants.

Le 18 novembre, la Direction des ressources humaines a annoncé son intention de supprimer leurs heures de délégation. Et pour dicter aux délégués qui pourront encore agir "sur quoi" et "comment" ils pourront intervenir, elle propose même de prendre le contrôle de la formation des futurs représentants du personnel. Renault espère ainsi en finir avec des délégués indépendants, contestant sa politique, pour mieux faire passer ses attaques contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail. C'est extrêmement grave. On est tous concernés.

BÉNER UN AUTRE AVENIR

Un collectif de plusieurs organisations dont le NPA s'est constitué autour du refus du projet de nouvelle zone commerciale à Béner. En plus d'être dangereuse écologiquement puisqu'elle s'installe sur une zone naturelle protégée et deux ruisseaux qui alimentent l'Huisne où est captée l'eau du robinet des manceaux, elle s'ajoute aux nombreuses zones commerciales qui ceignent la ville. Cerise sur le gâteau, E. Leclerc devrait bénéficier pour son transfert d'une exonération de taxe. Pour en débattre, le collectif organise une **réunion publique jeudi 29 janvier à 20h30 maison de quartier Charles Trénet.**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

Avec les tracts, les infos essentielles de notre secteur
www.npa-auto-critique.org

